

La question franco-allemande est de retour

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 11 novembre 2022

Il n'y a jamais eu de « couple franco-allemand ». Une nouvelle fois, la question franco-allemande est à l'ordre du jour .

Le report *sine die* du conseil des ministres franco-allemand qui devait se tenir le 26 octobre à Fontainebleau reflète l'exaspération des deux partenaires, singulièrement de la France. Macron pour qui l'Europe était tout et la relation franco-allemande son préalable obligé semble ne plus y croire.

Même Nicolas Beytout, patron de *L'Opinion*, « européen » et libéral s'il en est , a proposé de rompre avec une Allemagne qui ne montre plus aucune solidarité européenne :

« [Puisqu'il ne faut plus aujourd'hui attendre grand-chose des Allemands](#), n'est-il pas temps de faire turbuler le système en cassant, avec ou sans les autres pays européens, le système fou des prix du gaz et de l'électricité? » [\[1\]](#)

Le marché unique de l'énergie : une des réalisations les plus calamiteuses de l'Union européenne. Mais aussi un « acquis communautaire » dont la remise en cause toucherait tout l'édifice de Bruxelles. Elle avait été promue par le chancelier Kohl afin de faire baisser, par la concurrence, le prix de l'énergie : il serait étonné de voir qu'il a conduit aujourd'hui à son contraire !

Alors que la France avait , mieux que d'autres , dès les années 1970, anticipé l'avenir par un admirable programme de centrales nucléaires, le marché unique européen la prive de cet avantage, ses prix intérieurs se voyant tirés vers le haut par les pénuries allemandes et ceux de l'électricité par ceux du gaz, au détriment de la capacité des couches populaires à se chauffer l'hiver ou à circuler et des ses industries à rester compétitives.

Le « couple franco-allemand » n'a jamais existé

Mais la crise actuelle a le mérite de mettre au jour une première illusion : le « couple franco-allemand » n'a jamais existé. Jamais les Allemands n'ont accepté cette expression , d'abord pour une question de vocabulaire : couple évoque en allemand copuler, ce qui les dégoûte , mais aussi pour une question de fond : dès le départ de l'entreprise, nos voisins d'outre-Rhin n'ont jamais voulu s'enfermer dans une relation exclusive , ni même privilégiée avec la France. Et ils ne s'en sont jamais cachés !

Cela n'a pas empêché que, pendant trente ou quarante ans nos journalistes et nos hommes politiques, répètent en boucle, comme des perroquets, le « couple franco-allemand », « le couple franco-allemand » et aujourd'hui plus que jamais. Et les plus ignorants sont les européistes patentés : quand on est « européen » (au sens de Bruxelles), a-t-on encore besoin de connaître les Allemands, les Italiens etc. ? Paradoxalement, ceux qui passent pour euro-critiques sont généralement mieux informés de la psychologie de nos voisins. Par-delà les mots, la France s'inscrit dans une relation sentimentale, pour ne pas dire névrotique, à sens unique où, comme une femme enamourée (ou un homme), elle demande avec insistance des faveurs qu'elle ne reçoit pas mais il suffit d'un clignement d'oeil pour lui en donner l'illusion.

De fait, ce n'est pas de maintenant que les Allemands donnent la priorité aux intérêts allemands sur les partenariats européens ; on pourrait remonter loin et voir que la France a tendu au moins à deux reprises la main à une Allemagne en difficulté : après les changements de parité de 1969, en concédant aux produits agricoles d'outre-Rhin des « montants compensatoires, sorte de droits de douane à l'envers qui ont sauvé une agriculture allemande en difficulté ; plus tard en acceptant de partager le fardeau de la politique de rigueur instaurée par l'Allemagne après la réunification pour éponger son surplus de marks venus de l'est (2012), bridant ainsi tout au long des années 1990 la croissance française pour les intérêts de Berlin. Inutile de dire que rien de semblable n'a été proposé à la France qui pâtit depuis plus de vingt ans d'un euro déséquilibré. Au contraire le chancelier Schröder a lancé en 2000 le plan Hartz, destiné, par la régression sociale, à doper la compétitivité allemande à l'entrée dans l'euro. Alors que les Français croyaient que Bruxelles l'interdisait, ils ont instauré une TVA sociale partielle. Cette politique folle a d'emblée déséquilibré la balance franco-allemande à notre détriment. Quand l'euro aura disparu, ses tenants pourront remercier l'Allemagne de l'avoir sapé dès le départ.

Comme l'ont montré des études allemandes, l'euro été beaucoup plus favorable à l'économie allemande qu'à l'économie française^[2]. Les deux économies voguaient de conserve depuis 50 ans, la France représentant les 2/3 de la population et du PIB allemands et 50 % de son industrie. L'écart n'a commencé à s'élargir qu'avec l'entrée dans l'euro. Favorisée par l'euro, sous-évalué pour elle, surévalué pour nous, l'économie allemande est à présent défavorisée par la crise énergétique : faut-il que nous volions à son secours en lui vendant du gaz comme nous avons déjà commencé à la faire ?

Malgré ses handicaps, la France a cru bon d'en rajouter en promouvant aux dépens de ses intérêts le plan de relance européen de 2021. Voulant, pour des raisons idéologiques, que le premier emprunt européen qu'il comporte voie le jour, Macron a fait de la France le premier contributeur net : pour une cotisation de 70 milliards, elle en recevra 40 !

La gestion de la crise énergétique est le premier sujet du contentieux franco-allemand : en subventionnant l'industrie allemande à hauteur de 200 milliards sur deux ans (venant après une première aide de 80 milliards), le gouvernement allemand, qui seul a les moyens de ces injections massives d'argent public, permet à celle-ci de pomper l'énergie encore disponible sur le marché européen, au détriment de ses partenaires.

Pourtant l'attentat terroriste du 26 septembre 2022 contre le gazoduc Nord Stream sous la Baltique aurait dû instruire les Allemands que la Russie n'est pas leur seul ennemi et les appeler à plus de solidarité européenne ; mais non ! Curieusement, l'Allemagne, menacée directement par cet attentat, ravale la rancune qu'elle pourrait avoir vis-à-vis de ses auteurs anglo-saxons et préfère se rattraper en écrasant ses partenaires européens ! Cet attentat qui touche une Allemagne encore hésitante sur l'application des sanctions antirusse, la contraint à les prendre et porte, ce faisant, un coup très grave à sa puissance industrielle.

L'Europe de la défense non plus

La France et l'Allemagne ont un autre sujet de contentieux : les affaires militaires.

Il nous permet de découvrir que, tout comme le « couple franco-allemand », l'« Europe de la défense » dont se gargarisent les Français n'existe pas et n'a jamais existé. Elle est, elle aussi, un fantasme franco-français auquel n'adhère aucun de ses partenaires européens lesquels considèrent, de manière réaliste, que le cadre de la défense européenne est l'OTAN et qu'il est dès lors normal que les armées européennes soient soumises au commandement américain. Que l'Allemagne, malgré l'attentat de la Baltique partage le même point de vue est assez ahurissant : faut-il y voir l'effet de la médiocrité du nouveau chancelier Olaf Scholz ou du fait que la classe politique allemande est tenue avec une laisse particulièrement courte de Washington ? La nomination d'un homme de Goldman Sachs aux finances de ce pays est significative. Cette dépendance est particulièrement le fait des Verts qui avaient inspiré, sinon décidé, la dénucléarisation du pays et donc son affaiblissement, caché un temps par les achats de gaz russe à bon marché. Elle apparaît aujourd'hui en pleine lumière. Les Allemands avaient déjà montré leur servilité géopolitique lors de la guerre de Yougoslavie (1999) sur laquelle nous reviendrons.

L'Allemagne avait néanmoins fait mine de se raccrocher au train d'Europe de la défense (une seule locomotive et un seul passager aujourd'hui !) avec l'arrière pensée de remonter son déficit en matière d'industrie de défense par des coopérations où elle soutirerait ce qui reste de technique avancée française en matière de chars, de satellites et surtout d'avions de combat, cela pour des raisons à la fois industrielles et de puissance. Leur autre arrière pensée est de se rapprocher du statut nucléaire, la presse allemande discutant sérieusement pour savoir si le pays doit récupérer la capacité française ou la doubler. L'Allemagne qui avait une (trop) puissante industrie de défense en 1940, s'est vue punie en 1945 par sa quasi-disparition. Elle ne rêve depuis lors que de la reconstituer.

L'annonce récente que l'Allemagne achèterait 100 milliards d'armement dans les toutes prochaines années et essentiellement du matériel américain a fait l'effet d'une douche froide auprès de tous ceux qui n'avaient pas compris le double jeu allemand. Disons-le crument : l'Allemagne veut mettre la main sur certaines de nos industries de défense et n'a que faire de la défense européenne. Mettre la main, ce peut être récupérer, dans le cadre d'une coopération bilatérale, 50 % de telle ou elle entreprise française : Nexter (ex-GIAT), ce qui est déjà fait, Dassault (dont le Rafale est toujours en avance sur le F 35 américain), et même pourquoi pas Naval Group (ex-DCN)[\[3\]](#). Nous savons par le précédent d'Airbus que quand l'Allemagne prend un partenariat de 50-50 %, elle s'arrange pour que ce soit très vite un 60-40 % à son bénéfice : en Chine tout le monde croit aujourd'hui que l'Airbus est une réalisation allemande !

Il y a quelques jours, il a même pris à Berlin de vouloir contrôler les exportations françaises d'armement [\[4\]](#).

Entre 1925 et 1930, la France et l'Allemagne avaient connu une lune de miel pacifiste. A ceux de ses compatriotes qui le lui reprochaient, le chancelier allemand Gustav Stresemann disait : « Je finasse » (*Ich finassiere*), quand les Français croyaient qu'il pavait sincèrement les sentiers de la paix avec son partenaire Aristide Briand. (1926-29). Une attitude que nous ne devons pas être étonnés de retrouver aujourd'hui.

En augmentant sensiblement son budget militaire, l'Allemagne veut tirer les dividendes de sa supériorité économique développée grâce à l'euro. Elle se montre en même temps le bon élève de la classe au sein de l'OTAN où l'Amérique ne cesse d'exiger un relèvement des budgets de défense des pays d'Europe occidentale.

Il est fâcheux que la reconquête silencieuse de la suprématie, diplomatique et militaire de l'Allemagne ait reçu au vu et au su de la terre entière l'aval du gouvernement français actuel : le président Macron a laissé entendre que la bombe nucléaire française pourrait être européanisée, ce que les Allemands ont compris « germanisée » ; le partage ridicule de la présidence française du Conseil de sécurité au cours de l'année dernière n'est certes qu'un symbole mais il a été vu, sur cette scène privilégiée, par le reste du monde,

comme le signe de l' assujettissement volontaire de la France à l'Allemagne ; étonnants signaux de faiblesse , d'autant plus consternants que personne ne les avait demandés à M. Macron et que , comme la suite le l'a prouvé, il n'en a rien retiré.

La nouvelle hégémonie allemande a trouvé son accomplissement militaire dans la guerre de Yougoslavie (1999), règlement de compte historique contre la Serbie, alliée fidèle de la France et qui avait été le grand obstacle à l'expansion du germanisme dans l'Europe du Sud. Elle a trouvé son accomplissement constitutionnel avec la décision du Tribunal de Karlsruhe (2009) déclarant que les normes européennes n'entreraient en vigueur en Allemagne que si elles ne portaient pas atteinte droits fondamentaux protégés par la Constitution[5], une entorse tant aux traités européens qu'au droit international que l'Allemagne, à la différence de la France, a cru pouvoir s'autoriser. Elle a enfin trouvé son accomplissement diplomatique dans le traité d'Aix-la-Chapelle de 2019 , initiative de Macron, supposé actualiser le traité de l'Elysée de 1963 et renforcer la coopération bilatérale et , en réalité, la subordination de la France, traité qui, à ce jour, n'a pas été ratifié par le Parlement français, ce qui vaut peut-être mieux.

L'unilatéralisme brutal de l'Allemagne qu'on avait vu à l'œuvre avec le plan Hartz s'est renouvelé quand en 2015 Angela Merkel décida d'accueillir deux millions de réfugiés proche-orientaux envoyés par Erdogan[6]

L'irritation des dirigeants français et d'une partie de la classe dirigeante face au comportement allemand récent n'aurait pas lieu d'être si elle avait compris toutes les ambiguïtés du prétendu partenariat franco-allemand . Quelle naïveté !

Que faire dès lors ?

Défendre les intérêts français

Au lieu de récriminer contre les Allemands et d'accumuler les rancœurs, il faut faire comme eux : défendre nos intérêts à tous les niveaux , particulièrement là où ils sont les plus menacés, au niveau stratégique.

D'abord en matière d'énergie. Comme nous n'avons pas les moyens de soustraire nos industries à la hausse des prix de l'énergie par des subventions massives, il nous faut mettre fin à toutes aberrations qu'a entraînées, tout le monde en est conscient, le marché unique européen . Cela veut dire que la France s'exonère sans délai des règles du marché européen de l'électricité , en particulier du prix unique européen et de l'alignement des prix de l'électricité sur celui du gaz. L'Espagne et le Portugal l'ont obtenu ; pourquoi pas nous ? La France a un bel avantage en matière nucléaire ; il est aujourd'hui en partie perdu du fait d'une incroyable négligence dans l'entretien qui a mis hors service 24 réacteurs sur 56 . Cette négligence s'explique par le climat anti-nucléaire qui règne depuis 2012 du fait de la pression de Bruxelles (et par derrière de Berlin) et des Verts et qui a conduit à un plan de démantèlement de nos centrales à l'horizon 2050, en vue de leur remplacement ... par des éoliennes. Dans l'immédiat, il n'est pas d'autre choix que de réparer vite nos réacteurs , ce qui est possible à condition de recourir à la main d'œuvre étrangère (car la compétence de nos techniciens s'est perdue !) . Il faut supprimer l'absurde système qui oblige EDF à vendre à perte une partie de sa production à des entités artificielles purement financières, au nom de la libre concurrence . Avec l'allongement de durée de vie des centrales et donc des amortissements , une EDF reconstituée pourra vite rétablir ses comptes . Fessenheim qui à lui seul représentait 30 % de nos exportations électriques doit être réouverte . Il faut dire à cette occasion très clairement à l'Allemagne que, écologie ou pas, elle doit cesser de faire un travail de sape sournois à l'égard de l'énergie nucléaire française dont elle a longtemps profité.

Toujours l'énergie : il faudra bien un jour mettre le holà à l'escalade écologique folle, poussée par le Forum

de Davos, le GIEC et la commission européenne, tendant à promouvoir la voiture électrique, à faire disparaître les carburants fossiles et à couvrir l'Europe d'éoliennes. Le Plan vert pour l'Europe qu'elle a inspiré, adopté le 22 juin 2022, est une catastrophe industrielle pour le continent.

En matière de défense, la maison Dassault ne saurait être que soulagée si l'Allemagne renonce à l'avion du futur, projet dans lequel l'entreprise ne s'était engagée qu'à recoulois. Le Rafale est le meilleur avion de chasse du monde. Seule la pression politique américaine force, contre toute rationalité technique, la plupart de nos partenaires à lui préférer le F 35. Dassault doit garder ses secrets maison et préparer lui-même le successeur du Rafale, une entreprise de 20-25 ans qui est tout à fait dans ses capacités. La France doit veiller à garder le contrôle des entreprises en coopération, déjà évoquées, et, pour reconquérir son autonomie, être prête à substituer des productions nationales aux pièces détachées importées qui nous placent sous dépendance extérieure, y compris allemande.

Deux pays qui défendent leurs intérêts, ce ne sont pas, contrairement à ce que certains pensent, les prodromes d'une guerre, c'est au contraire l'assurance de reprendre une coopération saine sur une base réaliste, un langage que les Allemands ne peuvent que comprendre. Qui dit intérêts suppose que, à la différence d'idéaux fumeux, ils ne sont pas illimités ; cela implique que ces intérêts sont négociables. C'est là la vraie coopération dans le respect réciproque.

La France doit en outre, dans la discrétion mais avec une inébranlable détermination conserver ses privilèges : sa place de membre permanent du Conseil de sécurité, sa force de dissuasion, son outre-mer. Elle aurait pour ce faire un allié naturel : la Russie qui, faute de pouvoir nous appuyer à court terme, doit pouvoir le faire à long terme.

Cette coopération saine fondée sur les intérêts toujours négociables est exposée à deux risques :

D'abord l'attitude des élites françaises, principalement industrielles : Villepin s'en est fait récemment l'écho en disant : il faut à tout prix sauver le « couple le franco-allemand ». Voilà bien un bon élève de Chirac ! C'était bien la peine de prendre avec emphase des postures gaulliennes à l'ONU en 2003 pour parler aujourd'hui comme Laval. Une telle attitude signifie *in fine* que la France accepte de faire des concessions sans contrepartie, comme elle l'a fait si souvent depuis 30 ans. Il n'y a pas d'autre raison au fait que les rapports entre les deux pays se soient progressivement dégradés. Hélas, cette attitude qui tend à recoller les morceaux à court terme est désastreuse à long terme car elle amplifie les déséquilibres et accumule les rancœurs de part et d'autre. Ceux qui se réclament du traité franco-allemand De Gaulle-Adenauer de 1963 pour justifier cette attitude, ne se rendent pas compte qu'ils sont à l'opposé de l'idée que se faisait le général de la coopération franco-allemande laquelle, dans son esprit, ne pouvait être qu'égalitaire.

Cette attitude de la classe dirigeante est la principale faiblesse de la France dans son face à face avec l'Allemagne : pas l'économie, pas la finance, la trahison.

L'autre risque est l'attitude des Etats-Unis. N'oublions pas ce que disait De Gaulle : dans toute fédération, il faut un fédérateur ; pour l'Union européenne, il est depuis l'origine, à Washington. Contrairement à ce que les Français pensent, ce n'est pas de Bruxelles que vient la contrainte de rester dans l'Union européenne, c'est de Washington. C'est Washington qui, après avoir fait entrer de force la Grèce dans la zone euro, a recollé les morceaux lors des crises grecques successives, obligeant l'Allemagne à des concessions contraires à son souci de rigueur budgétaire ; ce sont les Etats-Unis qui ont fait avaler à Berlin la couleuvre du *quantitative easing* dans la gestion de l'euro, seule alternative à son démantèlement mais porteur d'un risque d'inflation considérable, nous ne le voyons que trop aujourd'hui. La question monétaire est, pour cette raison, la seule qui ait échappé au contrôle de l'Allemagne depuis la création de l'euro. Elle a été tenue, contre son opinion publique, à accepter la gestion plus laxiste des pays latins (ou grec), alors que, là encore, le but de l'euro était la stabilité des prix. Ce sont encore les Etats-Unis qui font pression pour empêcher l'édifice européen de se disloquer, bien qu'il fasse eau de toutes parts. Ce sont eux qui ont mis en fil de ans presque tous les gouvernements européens, y compris le Français et l'Allemand, à leur botte. Si la France prenait trop

nettement ses distances avec l'Allemagne, ce sont les Etats-Unis qui tenteront par tous les moyens de la faire rentrer dans le rang . Il faudra résister.

Il n'y a pas d'Europe indépendante si elle n'est pas unie . Mais il n'est de véritable union que si chacun défend ses intérêts.

Roland HUREAUX

[\[1\]](#) *L'Opinion*, 20 octobre 2022

[\[2\]](#) Depuis 2019, elle a gagné 2000 milliards ; nous en avons perdu 3600 . *Centrum für europäische politik*, Fribourg en Brisgau, 2017.

[\[3\]](#) Seuls les intérêts personnels d'Alexis Kohler, principal conseiller de Macron, et de sa famille ont empêché la cession de Naval group à une entreprise allemande ou italienne. Felix culpa !

[\[4\]](#) *La Tribune*, 4 octobre 2022

[\[5\]](#) Les Allemands en ont une interprétation large. Par exemple, une politique inflationniste qui porte atteinte , selon eux, au droit de la propriété.

[\[6\]](#) Les réfugiés ont dû verser 5000 euros environ à la Mafia turque , proche des services secrets de la Turquie, pour traverser les Balkans à pied, alors que Merkel aurait pu offrir à chacun un billet d'avion Ankara-Berlin à 150 €.

11/11/2022 01:00